

La stratégie indopacifique de l'administration Trump : une difficile émergence

Jean-Loup Samaan

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2019/3 Automne** , PAGES 37 À 48

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.193.0037

Date de mise en ligne : 24/09/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-3-page-37?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-3-page-37?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La stratégie indopacifique de l'administration Trump : une difficile émergence

Par Jean-Loup Samaan

Jean-Loup Samaan, docteur en science politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, est *Associate professor* en études stratégiques au Collège de défense national des Émirats arabes unis¹.

L'administration Trump a initié une nouvelle stratégie pour l'Indo-Pacifique. Cette stratégie vise avant tout à endiguer l'expansion chinoise, en développant le partenariat avec l'Inde et les coopérations en Asie du Sud-Est. Mais cette posture renforce un jeu à somme nulle qui incite les partenaires de Washington à la prudence. La capacité des États-Unis à proposer une alternative à Pékin s'érode tandis que les États de cette région cherchent à affirmer leur autonomie stratégique.

politique étrangère

Si les premières années de l'administration Trump ont été marquées par la remise en cause de nombre d'engagements internationaux pris par Barack Obama – accord de Paris sur le climat, accord nucléaire de 2015 avec l'Iran, traité de libre-échange Trans-Pacifique... –, la nouvelle équipe de la Maison-Blanche s'est aussi efforcée d'articuler sa propre vision de politique étrangère, qui pourrait s'apparenter à une « doctrine Trump ». L'émergence et le développement d'une « stratégie indopacifique » atteste de la volonté d'ouvrir un nouveau chapitre dans la politique asiatique de Washington.

Selon les documents de l'équipe Trump, la zone dite de l'Indo-Pacifique recouvre un espace géopolitique qui s'étend des rivages indiens à la côte ouest des États-Unis. Une partie de la stratégie américaine pour cette zone reste classifiée, et sa mise en œuvre est encore embryonnaire. Il est toutefois possible d'identifier, dans les discours et les premières mesures de l'administration, les axes d'effort privilégiés – l'endiguement de l'expansion

1. Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas celles du gouvernement des Émirats arabes unis.

chinoise *via* le renforcement du partenariat avec l'Inde et des coopérations en Asie du Sud-Est –, ainsi que les problématiques qui en découlent – un décalage entre la représentation de l'Indo-Pacifique depuis Washington et les dynamiques locales, ou encore l'insuffisance des moyens dévolus à cette stratégie. En indexant sa politique indopacifique sur la compétition sino-américaine, l'administration Trump confirme un jeu à somme nulle qui s'avère incertain pour les partenariats de Washington dans la région.

Une extension de la posture asiatique des prédécesseurs de Trump

Le 18 octobre 2017, Rex Tillerson, alors secrétaire d'État, prononce un discours au Center for Strategic and International Studies, dans lequel il affirme la volonté de promouvoir une zone «indopacifique libre et ouverte» – formule qui devient le leitmotiv de toute l'administration Trump. Tillerson cible explicitement la politique chinoise, à la fois pour ses démonstrations de forces militaires et son «économie prédatrice» avec les pays de la région².

Un mois plus tard, lors d'une tournée en Asie, le président précise les contours de la conception américaine. Lors d'un sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) au Vietnam, Trump évoque son «rêve indopacifique». Il répète les qualificatifs de «libre et ouverte» et décrit «un lieu où les nations souveraines et indépendantes, comprenant des cultures diverses et de nombreux rêves, peuvent prospérer côte à côte, et se développer dans la paix»³.

La *National Security Strategy* (NSS) de décembre 2017 consolide cette nouvelle vision indopacifique de Trump et Tillerson, en en faisant son premier thème régional, devant l'Europe et le Moyen-Orient. La tonalité de la NSS de 2017 marque aussi une rupture avec le langage prudent de la NSS de 2015 de l'équipe Obama. Ce dernier document déclarait : «Les États-Unis saluent l'émergence d'une Chine stable, pacifique et prospère», et entendait «développer une relation constructive» avec Pékin⁴. La NSS de 2017 affirme, elle, que «la Chine cherche à évincer les États-Unis de la zone indopacifique, à étendre son influence d'un modèle économique contrôlé par l'État et à réorganiser la région en sa faveur». Sans ambages, ce texte offre une lecture idéologique de l'environnement régional qui n'est pas

2. R. Tillerson, «Defining our Relationship with India for the Next Century», Center for Strategic and International Studies, 18 octobre 2017.

3. D. Trump, Discours au sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique, Vietnam, 10 novembre 2017, disponible sur : <www.whitehouse.gov>.

4. Maison-Blanche, «National Security Strategy», février 2015, disponible sur : <<https://obamawhitehouse.archives.gov>>.

sans rappeler celle de la guerre froide : « Une compétition géopolitique entre des visions libres et répressives de l'ordre mondial est en train de prendre place dans la région indopacifique⁵. »

Si l'emploi du terme « indopacifique » est nouveau dans le langage officiel de la politique étrangère américaine, il est apparu dès le milieu des années 2000, et plus particulièrement en 2007, à la faveur du rapprochement entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde, qui avait alors pris la forme du *Quadrilateral Security Dialogue* (Quad). En mai 2007, les Premiers ministres indien, japonais, australien et le vice-président américain Dick Cheney se réunissent une première fois en marge du forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). L'idée consiste alors à renforcer les liens entre des pays partageant des intérêts communs dans les océans Indien et Pacifique.

Le terme « Indo-Pacifique » apparaît dès le milieu des années 2000

Toutefois, l'administration Bush reste sceptique quant à la pertinence de ce dialogue quadrilatéral, et son principal promoteur Shinzo Abe démissionne en septembre 2007. Début 2008, le nouveau gouvernement australien de Kevin Rudd, inquiet des effets du Quad sur sa relation avec Pékin, prend ses distances. En dépit de cet échec diplomatique, l'idée d'un rapprochement continu des deux ensembles géopolitiques constitués autour de l'océan Indien et de l'océan Pacifique alimente les réflexions des *think tanks* de la région. C'est finalement en Australie que le terme « indo-pacifique » est pour la première fois repris dans un document officiel, le *Livre Blanc sur la Défense* de 2013, concept qui entend désormais regrouper une région s'étendant de « l'Inde *via* l'Asie du Sud-Est jusqu'à l'Asie du Nord-Est⁶ ».

Hillary Clinton et son sous-secrétaire pour l'Asie orientale Kurt Campbell l'emploient à plusieurs reprises dans leurs discours. En 2011, Hillary Clinton évoque dans *Foreign Policy* le « siècle pacifique de l'Amérique » et le « partenariat indopacifique » que Washington met en œuvre avec Canberra⁷. Néanmoins, l'administration Obama ne va pas jusqu'à faire figurer ce terme dans des documents officiels. La mise sur agenda de l'Indo-Pacifique par l'équipe Trump s'inscrit donc dans

5. Maison-Blanche, « National Security Strategy of the United States of America », décembre 2017, disponible sur : <www.whitehouse.gov>.

6. Département de la Défense d'Australie, *Defence White Paper 2013*, p. 7, disponible sur : <www.defence.gov.au>.

7. H. Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, novembre 2011, disponible sur : <<https://foreignpolicy.com>>.

une certaine continuité du « rééquilibrage » américain de la dernière décennie, mais elle est aussi le reflet du durcissement des positions des États-Unis vis-à-vis de la politique régionale de la Chine.

Dans ce contexte, la stratégie indopacifique de Trump fait de l'expansion chinoise non seulement un dénominateur commun aux océans Indien et Pacifique, mais aussi et surtout la cible explicite de la politique régionale des États-Unis. Certes, la rhétorique de l'Indo-Pacifique « libre et ouvert » entend véhiculer un discours positif sur l'engagement américain dans la zone, mais Washington n'a de cesse de désigner Pékin comme une menace contre ce projet. Lors du Shangri-La Dialogue de 2018, l'ancien secrétaire à la Défense James Mattis tente d'éviter l'escalade verbale en déclarant que Washington « ne demande à aucun pays de choisir entre les États-Unis et la Chine » ; mais, quelques mois plus tard, le vice-président Mike Pence affirme au contraire que « les États-Unis offrent une meilleure option : nous ne noyons pas nos partenaires dans un océan de dettes, nous ne compromettons pas votre indépendance »⁸. La polarisation qui en découle crée un jeu à somme nulle lourd de conséquences pour les pays de la région, à commencer par celui qui constitue la clé de voûte de l'approche américaine : l'Inde.

Washington-Delhi : un axe incertain

La volonté de faire de Delhi le partenaire privilégié des États-Unis dans la région face à la Chine était déjà visible dans la politique étrangère de l'administration de George W. Bush. Elle avait conduit celle-ci à un renforcement de la coopération militaire bilatérale, et à la signature de l'accord nucléaire de 2005.

Cette tendance s'était poursuivie sous la présidence Obama, les États-Unis devenant le deuxième fournisseur d'armes de Delhi et, en retour, les forces indiennes constituant le contributeur le plus fréquent aux exercices militaires américains⁹. Néanmoins, le projet américain de faire de l'Inde un véritable allié – et non plus un simple partenaire – continue de se heurter à plusieurs obstacles, qui ne disparaîtront pas avec la stratégie indopacifique.

Tout d'abord, le concept d'autonomie stratégique est bien ancré parmi les élites indiennes et pousse à éviter un alignement complet sur les positions régionales de Washington. En septembre 2018, la tenue du dialogue indo-américain 2+2 a rappelé l'importance de ce précepte de la politique

8. J. Mattis, « Remarks at Plenary Session of the 2018 Shangri-La Dialogue », 2 juin 2018, disponible sur : <<https://dod.defense.gov>> ; M. Pence, « Remarks at the 2018 APEC CEO Summit », Maison-Blanche, 16 novembre 2018, disponible sur : <www.whitehouse.gov>.

9. S. Kumar, « How Obama Revived U.S.-Indian Relations », *The National Interest*, 6 juin 2016.

indienne. Si les deux pays ont officialisé à cette occasion la signature du *Communications Compatibility and Security Agreement*, qui permet à Delhi d'accéder plus aisément aux matériels de guerre américains¹⁰, le gouvernement de Narendra Modi a, dans le même temps, exprimé son souhait de préserver sa relation de défense avec la Russie – qui a trait notamment à l'achat de missiles S-400. Le maintien par l'Inde de ses importations énergétiques en provenance d'Iran, en dépit des pressions de Washington, est un autre indicateur de cette volonté d'autonomie.

Par ailleurs, la lecture américaine d'un triangle stratégique Washington/Pékin/Delhi occulte artificiellement l'asymétrie de la relation entre les deux puissances asiatiques. Si les économies chinoise et indienne étaient sensiblement comparables au début des années 2000 – lorsque l'administration Bush faisait le calcul d'un partenariat renforcé avec Delhi – l'écart n'a depuis cessé de se creuser au détriment de l'Inde. Ce déséquilibre est tout aussi visible sur le plan militaire, notamment en termes de capacités de projection¹¹. Au sein même de l'État indien, les avis divergent sur la réponse à opposer à l'expansion chinoise dans l'Indo-Pacifique. Si la marine indienne entend contenir l'influence navale chinoise dans l'océan Indien, le gouvernement opte, pour sa part, pour une position plus ambivalente mêlant des éléments d'endiguement et de compromis¹².

Lors du Shangri-La Dialogue de 2018, Modi a consacré son discours à l'Indo-Pacifique : « L'Inde ne voit pas la région indopacifique comme une stratégie ou comme un club réservé à un nombre limité de membres », ajoutant : « Ce n'est pas un regroupement qui aspire à la domination, et nous ne le considérons pas dirigé contre quelque pays que ce soit¹³. » En d'autres termes, le Premier ministre exprimait l'embarras indien vis-à-vis de l'approche jugée trop frontale de Washington, susceptible d'entraîner une escalade régionale dont Delhi pourrait souffrir.

Des dynamiques locales qui échappent au contrôle de Washington

En réduisant l'espace régional au triangle stratégique sino-indo-américain, Washington met au second plan les dynamiques locales de la

10. Selon le département du Commerce, des matériels de guerre dont la valeur financière avoisinerait les 9,7 milliards de dollars seraient désormais éligibles à l'exportation vers l'Inde. Voir : Département du Commerce des États-Unis, « U.S. Secretary of Commerce Wilbur Ross Announces Programs to Increase U.S. Commercial Engagement in the Indo-Pacific Region », 30 juillet 2018.

11. G. Gilboy et E. Heginbotham, *Chinese and Indian Strategic Behavior: Growing Power and Alarm*, New York, Cambridge University Press, 2012.

12. S. Unnithan, « We Can Match China in the Indian Ocean Region, Says Navy Chief Sunil Lanba », *India Today*, 17 novembre 2018.

13. N. Modi, « Keynote Address at Shangri-La Dialogue », 1^{er} juin 2018, disponible sur : <www.mea.gov.in>.

région indopacifique et néglige la capacité, pourtant croissante, de plus petits États à développer leurs propres politiques, en dépit des injonctions américaines.

Ainsi les promoteurs de la stratégie indopacifique accordent-ils une importance moindre aux relations entre tout un ensemble d'acteurs de la corne de l'Afrique à l'Asie du Sud-Est, en passant par le Golfe persique ; des relations qui s'apparentent à leurs yeux à une diversion vis-à-vis de l'enjeu central que constitue la compétition avec la Chine.

Or la notion même d'Indo-Pacifique trouve sa pertinence dans les échanges grandissants entre ces sous-ensembles régionaux, à commencer par la façade occidentale de l'océan Indien. Djibouti, longtemps défini comme un simple avant-poste des troupes françaises et américaines, est devenu un *hub* pour les puissances asiatiques et les pays du Golfe en quête de points d'appui vers le continent africain¹⁴. Aux Seychelles et aux Maldives, les jeux d'influence sont moins le fait de Washington que de Pékin, Delhi ou Abou Dhabi. La résolution du conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie, l'année passée, a également mis en lumière le rôle diplomatique et militaire de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis dans la corne de l'Afrique¹⁵. Les monarchies du Golfe, longtemps sous tutelle occidentale, s'affirment de plus en plus comme des acteurs à part entière de l'Indo-Pacifique en cultivant leurs liens à la fois avec l'Inde et la Chine. Ainsi, les importations énergétiques et les investissements financiers de Pékin dans les infrastructures portuaires – à Oman, Abou Dhabi, ainsi qu'en Arabie Saoudite – conduisent les monarchies du Conseil de Coopération du Golfe à entretenir un dialogue politique de plus en plus soutenu avec la Chine¹⁶.

Le rapprochement potentiel entre l'Arabie Saoudite et la Chine sur l'aide financière au Pakistan, et en particulier sur le développement du port de Gwadar, est symptomatique de la lecture parcellaire de l'Indo-Pacifique par Washington. D'un côté, les États-Unis observent avec suspicion la construction de ce port, qui pourrait consolider la présence militaire chinoise. Le secrétaire d'État Mike Pompeo est allé jusqu'à affirmer l'opposition américaine à une demande de prêt d'Islamabad auprès du Fonds monétaire international, qui pourrait servir à rembourser des sommes dues par le Pakistan à ses prêteurs chinois. De l'autre, les

14. S. Le Gouriellec, « À Djibouti, la France doit sortir d'une vision uniquement sécuritaire », *Le Monde*, 17 février 2017, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

15. International Crisis Group, « The United Arab Emirates in the Horn of Africa », 6 novembre 2018.

16. J.-L. Samaan, « Confronting the Flaws in America's Indo-Pacific Strategy », *War on the Rocks*, 11 février 2019.

États-Unis n'ont pas réagi à la décision saoudienne, fin septembre 2018, de rejoindre le China Pakistan Economic Corridor en complétant les investissements chinois dans le port de Gwadar¹⁷.

De même, le développement de la politique indienne dans la zone est encore peu pris en compte par Washington. Sous le mandat de Narendra Modi, l'Inde a renforcé ses liens avec la partie occidentale de l'océan Indien, notamment dans le Golfe persique, avec des pays comme l'Arabie Saoudite ou les Émirats arabes unis, qui jouent un rôle majeur dans les approvisionnements énergétiques de l'Inde¹⁸. Par ailleurs, l'Inde et le Japon coopèrent sur un partenariat, l'Asia-Africa Growth Corridor, qui vise à investir dans les infrastructures d'Afrique orientale, et à concurrencer la *Belt and Road Initiative* chinoise. De tels projets sont occasionnellement mentionnés dans les communiqués du département d'État, mais n'apparaissent jamais dans les documents stratégiques et les discours politiques de l'administration. Cette vision tronquée de la région indopacifique ne permet donc pas de saisir que ces échanges entre la corne de l'Afrique, le Golfe persique, l'Asie du sud et la Chine s'inscrivent précisément au cœur de l'espace régional, et devraient ainsi contribuer au rapprochement continu de l'océan Indien et de l'océan Pacifique.

L'Inde a renforcé ses liens avec la partie occidentale de l'océan Indien

En 2008 déjà, James Holmes et Toshi Yoshihara – de l'US Naval War College – s'interrogeaient sur la pertinence du triangle stratégique entre Chine/États-Unis/Inde dans l'océan Indien. Ils relevaient : « La majorité des analyses récentes porte sur les futures ambitions chinoises dans l'océan Indien et sur les possibles réponses américaines. En d'autres termes, la nouveauté de l'océan Indien vient des affrontements potentiels entre puissances extérieures à la zone. Or une approche aussi étroite suppose que la région reste un objet inanimé, vulnérable aux manipulations de l'extérieur¹⁹. » Le constat, une décennie plus tard, demeure pertinent.

L'insuffisance des moyens dévolus à la stratégie

Le Pentagone, plus que le département d'État, apparaît comme l'architecte de la politique américaine dans la région indopacifique. En juin 2018, la mue

17. G. Yousafzai, « Saudi Arabia to Set up \$10 Billion Oil Refinery in Pakistan », Reuters, 12 janvier 2019.

18. P. Chaudhuri, « Think West to Go West: Origins and Implications of India's West Asia Policy Under Modi », Middle East Institute, 26 septembre 2017.

19. J. Holmes et T. Yoshihara, « China and the United States in the Indian Ocean: An Emerging Strategic Triangle? », *Naval War College Review*, janvier 2008, p. 41-60.

du Pacific Command de l'armée américaine en « Indo-Pacific Command » a été perçue par les pays de la région comme une indication que cette stratégie indopacifique consistait avant tout à endiguer militairement l'expansion chinoise²⁰. Au cours des semaines qui ont suivi, l'exécutif américain a annoncé de nouvelles initiatives en matière de coopération de sécurité et de défense. 300 millions de dollars doivent être ainsi fournis aux pays de la région. La majeure partie de cette enveloppe est fournie par le département de la Défense : 290,5 millions seront consacrés spécifiquement à l'aide militaire dans les secteurs de la sécurité maritime, de l'assistance humanitaire et des capacités de maintien de la paix. Washington entend ainsi soutenir les capacités de surveillance et de protection côtière des pays d'Asie du Sud-Est, à travers la formation ainsi que la vente de plates-formes américaines. En complément, 8,5 millions de dollars viendront soutenir les forces de l'ordre et la lutte contre la drogue²¹.

La prééminence du volet militaire conduit non seulement à s'inquiéter du message belliciste envoyé dans la région, mais aussi à douter de la réelle nouveauté de cette stratégie. D'une part les mesures annoncées font mention d'axes de coopération qui avaient déjà été renforcés par le Pentagone sous la précédente administration, et ce dans le contexte du « rééquilibrage » asiatique

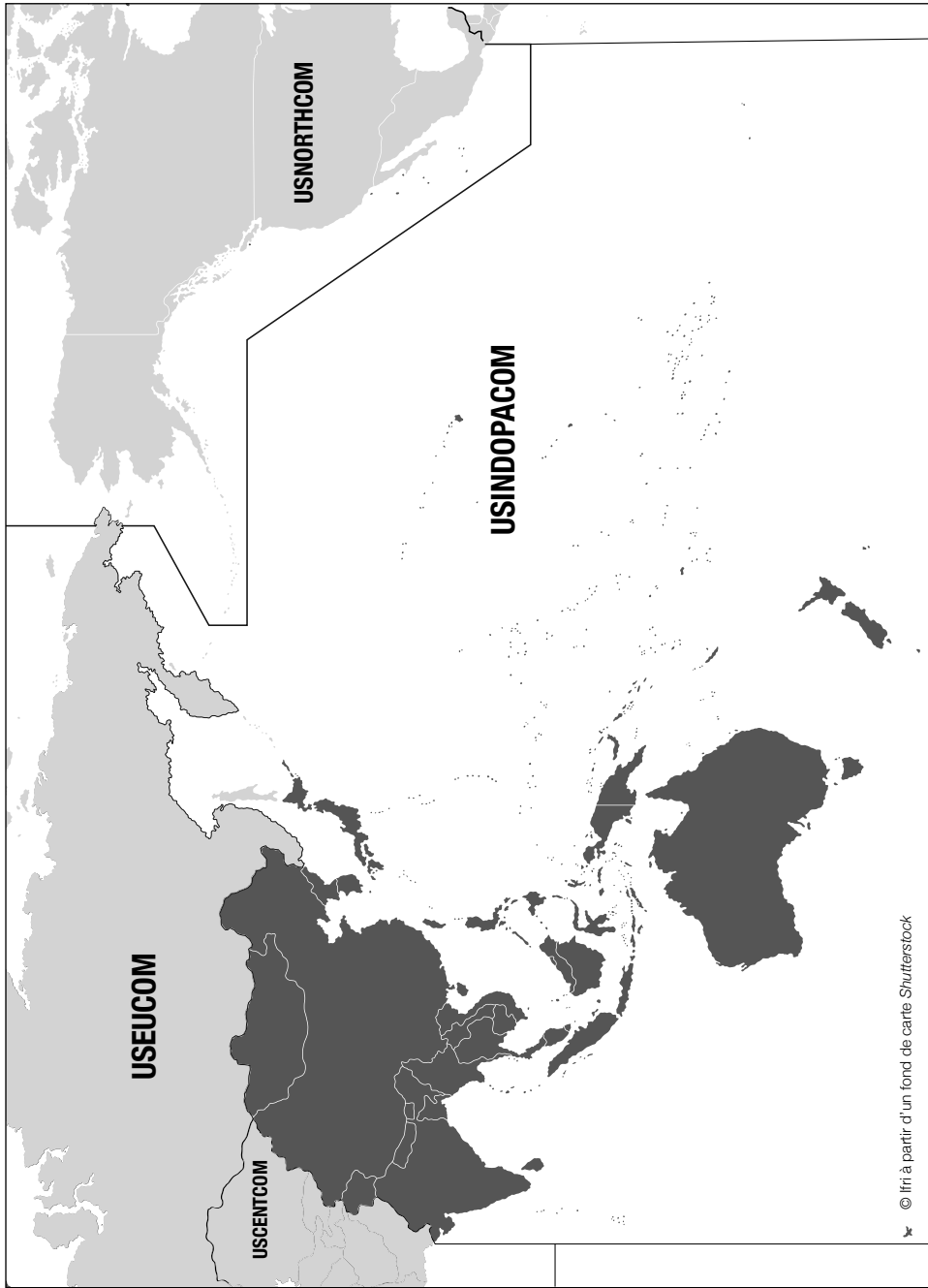
Un bémol à l'idée d'une nouvelle géopolitique de l'armée américaine

initié par Obama. D'autre part la redéfinition d'un Indo-Pacific Command ne semble pour l'heure que symbolique : à en juger par les cartes officielles du département de la Défense, le commandement exerce ses responsabilités sur la même zone géographique que le Pacific Command. En d'autres termes, le nouveau commandement inclut l'Inde – comme c'était déjà le cas du Pacific Command –, mais la façade occidentale de l'océan Indien reste partagée entre le Central Command (pour le Pakistan et le golfe Persique) et l'African Command pour son pourtour africain.

Avec le maintien du précédent partage de responsabilités entre commandements régionaux, il convient donc de mettre un bémol à l'idée d'une nouvelle géopolitique de l'armée américaine. Surtout, le *statu quo* institutionnel traduit le poids des routines au sein du Pentagone pour sa relation avec les pays de la zone. Quand bien même le discours de l'administration Trump soutient l'idée d'une convergence entre océan Indien et océan Pacifique, les pays de la zone restent couverts séparément par les commandements militaires régionaux.

20. K. Jibiki, « US Military's New Indo-Pacific Command Reflects China Concerns », *Nikkei Asian Review*, 9 juillet 2018.

21. Congressional Research Service, « The Trump Administration's Free and Open Indo-Pacific: Issues for Congress », 3 octobre 2018, p. 12.



Délimitation géographique de l'Indo-Pacific Command (USINDOPACOM)

In fine, cela devrait limiter les capacités du département de la Défense à promouvoir des coopérations entre ces multiples acteurs locaux.

À la mi-2018, prenant acte des critiques – tant américaines qu’asiatiques – sur le caractère militaro-centré de sa stratégie, l’administration Trump décide de renforcer sa communication autour de la dimension économique de sa politique indopacifique. Le rôle du département d’État en la matière est désormais mis en avant. Le 30 juillet 2018, Mike Pompeo annonce lors d’une allocution devant l’Indo-Pacific Business Forum la mise en place de nouveaux programmes d’aide visant au soutien de projets de pays dans la zone dans trois secteurs prioritaires : l’économie numérique, l’énergie et les infrastructures.

Pour ce faire, le Digital Connectivity and Cybersecurity Partnership, doté d’une enveloppe de 25 millions de dollars, vise à renforcer la connectivité numérique des pays partenaires, et le soutien à l’exportation de technologies américaines. Les détails restent encore parcellaires, mais Pompeo et le département d’État évoquent des coopérations public-privé, et un renforcement des moyens de cybersécurité des pays de la zone.

La deuxième initiative, Asia Edge (Enhancing Development and Growth through Energy), vise à renforcer la sécurité énergétique des partenaires indopacifiques. Avec un apport initial de 50 millions de dollars, ce programme doit faciliter l’accès de ces pays aux ressources énergétiques nécessaires à leur développement. Les États-Unis s’engagent aussi à les aider dans la gestion de leur approvisionnement énergétique.

Enfin – troisième et dernière initiative annoncée par Pompeo –, l’Infrastructure Transaction and Assistance Network est abondé d’un budget de 30 millions de dollars. Ce projet devrait s’adosser à un nouvel organisme interministériel qui coordonnera le soutien américain au développement des infrastructures dans la région indopacifique. Un organe consultatif, l’Indo-Pacific Transaction Advisory Fund, doit également voir le jour²².

Si ces mesures visent à renforcer la présence des sociétés américaines dans la zone, l’objectif explicite est aussi de répondre à la politique économique «prédatrice» de Pékin. Les annonces de Pompeo s’apparentent volontairement à une réplique américaine à la Belt & Road Initiative (BRI) chinoise. Mais ces initiatives souffrent de la comparaison avec la BRI chinoise, tant en termes de moyens financiers que de vision géopolitique. Non seulement

22. Congressional Research Service, «The Trump Administration’s Free and Open Indo-Pacific: Issues for Congress», *op. cit.*, p. 17.

elles ne peuvent concurrencer les investissements promis par Pékin, mais elles ne permettent pas non plus de répondre aux besoins de développement des pays de la zone. Elles rappellent l'initiative, rapidement abandonnée, de « Nouvelle route de la soie » de l'administration Obama²³.

Enfin, le climat des affaires dans la région s'est dégradé à l'aune des mesures protectionnistes imposées par Donald Trump contre l'importation d'un certain nombre de produits, qui touchent directement les pays de la région indopacifique. Il est donc bien difficile d'accorder du crédit à la rhétorique d'un marché « libre et ouvert » dans la zone, alors que cette même administration Trump s'engage dans une « guerre des tarifs », et met un terme à l'engagement américain dans le Trans-Pacific Partnership, traité que l'administration Obama concevait comme un instrument permettant de minimiser les effets de l'hégémonie chinoise dans la région.

La stratégie indopacifique de l'administration Trump est surtout, pour l'heure, un narratif politique dont les conséquences concrètes demeurent incertaines. Si l'on ne peut douter de l'importance des capacités militaires américaines adossées à cette stratégie, la transformation du *Pacific Command* en *Indo-Pacific Command* ne devrait pas avoir d'incidence de court terme sur la manière dont le Pentagone opère dans cette zone. Quant au volet économique, il souffre d'un manque de cohérence et de ressources.

Mais au-delà des moyens militaires et économiques, la principale inconnue reste la logique politique de la stratégie américaine. La rhétorique sur l'Indo-Pacifique prône le multilatéralisme, tout en soumettant les partenaires locaux à un jeu à somme nulle vis-à-vis de la Chine. Cette approche est en complet décalage avec la politique de Donald Trump au quotidien, qui met en avant l'intérêt national américain – *America First* – et remet en cause les engagements internationaux de Washington. De telles incohérences appellent logiquement les États de la région à la prudence.

Pour la France, l'intérêt affiché par l'administration Trump pour la zone indopacifique pourrait constituer *a priori* une opportunité de renforcer la relation transatlantique sur le théâtre asiatique, d'autant que les officiels de l'administration Trump reconnaissent le rôle des alliés européens dans

23. Ce projet de 2011 devait soutenir l'intégration économique de l'Asie centrale via la mise en place d'infrastructures modernes. L'idée sous-jacente était de compenser le retrait graduel des troupes américaines d'Afghanistan par un investissement soutenu dans l'économie régionale, et par la mise en connexion des pays asiatiques. L'initiative n'aboutit pas, en raison de la faiblesse des fonds dévolus.

la région. Dans son discours au Shangri-La Dialogue de 2018, l'ancien secrétaire à la défense James Mattis soulignait le renforcement de la coopération des États-Unis avec le Royaume-Uni et la France dans cette zone. De même, lors de son audition devant le Sénat en mars 2018, l'ancien commandant de l'Indo-Pacific Command, l'amiral Harry Harris, avait exprimé son enthousiasme devant « la volonté accrue de la France de soutenir les États-Unis au moment où nous faisons face à des acteurs étatiques et non-étatiques révisionnistes »²⁴.

Cette opportunité de coopération militaire franco-américaine dans la région indopacifique, notamment dans la formation et l'entraînement des forces locales à la sécurité maritime, viendrait renforcer une dimension transatlantique qui pourrait s'avérer précieuse auprès de nos partenaires – tout particulièrement l'Australie et l'Inde²⁵. Il semble néanmoins peu probable que cet enthousiasme soit comparable dans le domaine commercial. Compte tenu du climat de guerre économique instauré par la Maison-Blanche, [...] ce volet de la compétition indo-pacifique devrait en réalité renforcer la compétition entre alliés transatlantiques.

Plus profondément, cela conduit à se poser la question des risques qu'une adhésion française à la vision américaine de l'Indo-Pacifique pourrait recouvrir. La stratégie de Donald Trump exacerbe une polarisation de la région, dont le centre de gravité devient la compétition entre Delhi et Pékin. Tout comme les puissances régionales font preuve de prudence, le gouvernement français ne gagnerait rien à se laisser emprisonner dans une lecture trop clivante. Non seulement, celle-ci serait dommageable pour la stabilité régionale, mais elle pourrait entacher la perception de la France et sa crédibilité en tant qu'acteur stratégique autonome auprès de ses alliés locaux.



Mots clés

Indo-Pacifique
Politique étrangère américaine
Donald Trump
Chine

24. H. Harris, « Statement Before the Senate Armed Services Committee on US Pacific Command Posture », 15 février 2018.

25. C. R. Mohan, R. Medcalf et B. Tertrais, « New Indo-Pacific Axis », *The Indian Express*, 8 mai 2018.